

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 31 janvier 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS

Lieu-dit Fougears
rue du Puits
16170 Rouillac

Références : 2024 129 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007205567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} décembre 2023 dans l'établissement CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS implanté Lieu-dit Fougears rue du Puits 16170 Rouillac. L'inspection a été annoncée le 24 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS
- Lieu-dit Fougears rue du Puits 16170 Rouillac
- Code AIOT : 0007205567
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Datant de 1975 et historiquement sous le régime de l'autorisation, la distillerie exploitée par la Cuma de distillation de Fougears est passée sous le régime de l'enregistrement suite à une modification de la nomenclature en 2010. La cuma distille à façon pour ses adhérents, 8 bouilleurs de cru qui livrent leur vin. Elle n'effectue pas de négoce.

Son fonctionnement est encadré par un arrêté préfectoral en date du 24 juin 2009, actualisé le 16 mars 2021.

Dans le détail, l'établissement est composé :

- d'une distillerie de 3 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun, permettant d'assurer une production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, en équivalent d'alcool pur, de 45 hl/j ;
- d'une installation de préparation et conditionnement de vins d'une capacité de production annuelle de 2 700 hl (11 cuiviers béton) ;
- d'un chai de distillation, intégré à la distillerie, de 23 m³.

Les alambics sont alimentés par le réseau de gaz de ville. Ils sont refroidis par un circuit ouvert mettant en œuvre un gaz frigorigène.

Les vinasses sont stockées en bassin bâché. Elles sont ensuite, pour partie, épandues sur les terres de l'EARL Mesnard, pour partie orientées vers l'établissement Revico, pour méthanisation. Au titre de la campagne de distillation 2022/2023, l'exploitant indique avoir confié à Revico 635 m³ de vinasses, le reste, soit environ 1 300 m³ a été épandu.

La campagne de distillation s'étend de mi-octobre à fin mars. Au cours d'une campagne, l'établissement produit un peu plus de 2 200 hl. Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, la campagne de distillation avait débuté depuis le 17 octobre.

A l'issue de la précédente visite d'inspection, le 19 octobre 2022, malgré la répétition de constats d'écarts, sur plus de 14 ans pour certains, et une mise en demeure en 2021 d'y mettre un terme, l'établissement présentait toujours des non-conformités sur des points sensibles, augmentant les risques et pouvant accentuer les conséquences d'un sinistre. La visite d'inspection ayant mis en évidence le non-respect 4 des 7 points de la mise en demeure du 19 mars 2021, une sanction administrative (astreinte) a été prononcée le 30 novembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- inspection de récolement des arrêtés de mise en demeure et d'astreinte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 1	/
2	Séparation distillerie et chais de distillation	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Avec suites, Astreinte
3	Communication entre la distillerie et le chai de distillation	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.2.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Avec suites, Astreinte
5	Aire de chargement / déchargement	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.4.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Avec suites, Astreinte
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.4 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Avec suites, Astreinte
8	Installation de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 3.1.1 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Susceptible de suites

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
9	Gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Susceptible de suites
10	Moyen en eau d'incendie sur le site	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Susceptible de suites
13	Rejet aqueux au milieu naturel	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 41	Susceptible de suites
14	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 63	Susceptible de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
4	Mise à la terre des équipements	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.4 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Susceptible de suites
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Susceptible de suites
11	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Susceptible de suites
12	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 3.2.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021	Susceptible de suites

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé les travaux de création d'un chai de distillation afin de mettre un terme à la situation irrégulière qui a conduit à prendre un arrêté d'astreinte administrative à son encontre. Confronté à la défaillance d'un prestataire, les travaux n'ont cependant pas pu être terminés dans les délais. Selon l'exploitant, ils devraient l'être au plus tard courant mars 2024. Des justificatifs de fin de travaux sont attendus.

La visite d'inspection a également mis en évidence d'autres écarts à corriger, notamment en matière de rejets aqueux (suivi de la température de rejet et analyse des paramètres réglementaires). Le renouvellement de constat d'écart sur ce point pourra justifier une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2021, article 1				
Thème(s) : Situation administrative, Classement de				
Prescription contrôlée : Le tableau de classement figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2009 susvisé est remplacé par le tableau suivant :				
Rubrique Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité	Régime
2250	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. supérieure à 30 hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j	3 alambics de capacité de 25 hl de capacité de charge chacun	45 hl/j	E
2251-B	Préparation, conditionnement de vins B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 2. Supérieure à 500 hl/ an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/ an	Cuviers béton	2 170 hl/an	D
4755	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m ³ (et inférieur à 500 m ³)	1 chai de distillation	23 m ³	NC

E : enregistrement ; D : déclaration ; NC : non classé

Capacité: éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Par télédéclaration du 8 janvier 2023, l'exploitant déclare également exploiter un chai d'alcool de bouche sous le régime de la déclaration :

4755	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m ³ mais inférieure à 500 m ³	Cuves inox	60 m ³	D
------	--	------------	-------------------	---

Constats :
Le chai d'alcool de bouche n'est pas encore construit. L'exploitant indique que l'entreprise de maçonnerie avec laquelle il avait contracté n'a pas honoré la commande. A cet effet, il produit le devis non exécuté. D'un montant d'un peu moins de 85 k€ TTC, il porte la mention « bon pour accord » en date du 14 décembre 2022.
Les modifications ne sont donc pas encore effectives.

Observations :
Postérieurement à la visite objet du présent rapport, il est porté à la connaissance de l'inspection l'existence de trois chais de vieillissement susceptibles d'être connexes à la distillerie : chai « ancienne distillerie », chai « chez papé » et chai « cours ».

<p>Il appartient à l'exploitant de préciser la localisation exacte de ces chais, leur superficie et les volumes des quantités maximales qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>S'il est confirmé qu'ils sont connexes, il conviendra de régulariser la situation en procédant à une déclaration modificative si la QSP totale de l'ensemble des chais exploités est inférieure à 500 m³, chai de distillation compris, ou à une demande d'autorisation si la quantité excède ce seuil.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 2 : Séparation distillerie et chais de distillation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage des risques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Stockage d'alcool</p> <p>Il est interdit de stocker des alcools de bouche dans la distillerie en dehors de ceux en cours de distillation... »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement n'est pas doté de chai de distillation. Les alcools de bouche sont stockés, en attente d'expédition (en moyenne un enlèvement tous les 10 / 15 jours ; un peu plus d'une trentaine par campagne), dans la distillerie. Cette situation non conforme ayant été constatée à plusieurs reprises, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 19 mars 2021 de la corriger dans un délai n'excédant pas 6 mois. Le constat d'écart ayant été renouvelé à l'occasion de la précédente visite d'inspection le 19 octobre 2022, une astreinte journalière d'un montant de 150 €/j jusqu'à mise en conformité a été prononcée par arrêté préfectoral du 30 novembre 2022. Afin d'accorder un ultime délai de régularisation à l'exploitant, il a été retenu que cette astreinte ne commence à courir qu'à compter du 1er jour du neuvième mois suivant sa notification.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, la présence de fondations est constatée. Le chai de distillation n'est cependant pas encore édifié, l'entreprise de maçonnerie avec laquelle l'exploitant avait contracté ayant fait défaut (cf. point n° 1).</p> <p>L'exploitant présente un nouveau devis édité par une autre entreprise de maçonnerie le 31 août 2023, portant mention « bon pour accord » en date du 25 septembre 2023. Il produit également un courrier en date du 2 octobre 2023 par lequel cette entreprise de maçonnerie s'engage à débiter les travaux du chai de distillation au cours de la semaine du 4 au 8 décembre 2023. L'exploitant précise que les travaux devraient être terminés fin février.</p>
<p>Observations :</p> <p>Compte tenu de la situation particulière rencontrée par l'exploitant, indépendante de sa volonté, il est proposé de ne pas mettre en liquidation l'astreinte. Une nouvelle visite d'inspection sera planifiée dans les tous prochains mois afin de confirmer la levée de l'écart.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : Communication entre la distillerie et le chai de distillation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.2.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2023
Prescription contrôlée : <p>« ... Communication entre la distillerie et le chai de distillation Les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 60 (coupe-feu une heure) et équipées d'un système de fermeture automatique dans l'un des deux bâtiments. De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides inflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation. »</p>
Constats : <p>Ce point étant en écart lors des précédentes visites d'inspection, en l'absence de chai de distillation, le respect de cette prescription a été associé à la création du chai de distillation, disposition intégrée à l'arrêté préfectoral du 19 mars 2021 de mise en demeure, avec un délai de 6 mois.</p> <p>Comme indiqué sur la fiche de constat n° 1, le chai de distillation n'est toujours pas distinct de la distillerie. Ce point reste donc en écart. Il sera résolu à l'issue de la construction du chai de distillation, qui intègre bien la mise en place d'ouverture coupe-feu entre la distillerie et le chai de distillation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.4 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021
Thème(s) : Situation administrative, Risques électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>« ... Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Chaque zone de chargement/déchargement des alcools doit pouvoir être reliée électriquement au circuit général de terre. »</p>
Constats : <p>A l'occasion des précédentes visites d'inspection, la vérification de la conformité des liaisons équipotentielles aux normes en vigueur n'étant pas intégrée aux rapports de contrôle des installations électriques, il avait été demandé à l'exploitant de les faire vérifier.</p> <p>Par courriel du 18 novembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir averti son prestataire, en précisant</p>

qu'il s'engage à réaliser le contrôle de la conformité des liaisons équipotentielle des différents équipements métalliques courant décembre. Il signale que les mises à la terre ont été réalisées.

Postérieurement à la visite d'inspection objet du présent rapport, par courriel du 4 décembre 2023, l'exploitant a communiqué un rapport de contrôle des installations électriques établi le 29 novembre 2023. Ce rapport mentionne la réglementation ICPE applicable en énumérant les rubriques 2250, 2251 et 4755, et précise que « la partie électrique de ces rubriques est prise en compte dans le cadre de la vérification ». Il intègre la vérification de la liaison équipotentielle principale, précisant qu'elle est réalisée entre les éléments susceptibles de propager un potentiel extérieur et le conducteur principal de protection. Il ne comporte aucune observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aire de chargement / déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.4.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2023

Prescription contrôlée :

« Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouche dans des camions citernes ou des barriques.

Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette a une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire.

Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectué que si la liaison équipotentielle est assurée. »

Constats :

L'absence d'aire de chargement/déchargement conforme (absence de matérialisation au sol et de raccordement à une rétention) a conduit à mettre l'exploitant en demeure, par arrêté préfectoral du 19 mars 2021, de régulariser cette situation dans un délai n'excédant pas six mois.

Le constat d'écart ayant été renouvelé à l'occasion de la précédente visite d'inspection le 19 octobre 2022, une astreinte journalière d'un montant de 100 €/j jusqu'à mise en conformité a été prononcé par arrêté préfectoral du 30 novembre 2022. Afin d'accorder un ultime délai de régularisation à l'exploitant, il a été retenu que cette astreinte ne commence à courir qu'à compter du 1er jour du neuvième mois suivant sa notification.

Observations :

Considérant que la création de l'aire de chargement/déchargement est corrélée à la création du

chai de distillation, dont les travaux ont été retardés indépendamment de la volonté de l'exploitant, et devraient aboutir prochainement, il est proposé de ne pas mettre en liquidation l'astreinte. Une nouvelle visite d'inspection sera planifiée dans les prochains mois afin de confirmer la levée de l'écart.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.2.4 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques liés aux charges électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 01/02/2023

Prescription contrôlée :

« ... Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de la distillerie, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du point 6.2.4 ci-dessus et sont effectuées conformément aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux-dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »

Constats :

Des écarts répétés sur ce point de contrôle ayant été relevés, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 19 mars 2021, de faire procéder au contrôle des installations électriques dans un délai n'excédant pas trois mois. Il était précisé que ce contrôle doit tenir compte des zones à risques d'explosion et attester que les installations électriques présentes dans la distillerie répondent à un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Si, par courrier du 15 décembre 2021, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec un prestataire pour réaliser l'étude des installations vis-à-vis du degré IP55. Il a produit lors de la précédente visite d'inspection un rapport de contrôle établi le 4 mars 2022 mentionnant 4 écarts, dont 3 déjà signalés. L'exploitant avait alors indiqué avoir levé 2 des écarts ; il resterait 1 écart persistant (lampes suspendues à bout de fil) et un nouvel écart (présence de prises IP45 et non IP55).

Par courriel du 18 novembre 2022 en réponse à la précédente visite d'inspection, l'exploitant a précisé que les lampes suspendues ont été remplacées par des spots IP65 ainsi qu'un néon IP55, et que les prises IP45 seront remplacées par des prises IP65 dans les 15 prochains jours.

La vérification des installations électriques n'ayant pas été effectuée en référence aux dispositions applicables aux installations classées et constatant que la non-conformité objet de la mise en demeure, dont l'échéance est échue, n'était pas corrigée, une astreinte journalière d'un montant de 50 €/j a été prononcée par arrêté préfectoral du 30 novembre 2022. Elle prenait effet à compter du 1er jour du troisième mois suivant sa notification.

Si, comme indiqué précédemment, un contrôle des installations électriques tenant compte du classement ICPE de l'établissement a bien été établi le 29 novembre 2023, il est relevé que le contrôleur signale qu'un ensemble de documents ne lui a pas été fourni. Ils portent notamment sur :

- le plan des locaux, avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes hors risque d'explosion ;
- la classification des zones figurant dans le document relatif à la protection contre les risques d'explosion ;
- les schémas unifilaires des installations électriques.

Il apparaît également que le contrôleur a jugé sans objet le respect des prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux ou emplacements à risques d'explosion, et n'a ainsi pas examiné le respect du caractère IP 55.

Dans ces conditions, il n'est pas possible de confirmer que l'écart ayant justifié la mise en demeure est parfaitement corrigé. Compte tenu des améliorations apportées, il n'est toutefois pas proposé de liquidation d'astreinte. Il appartient cependant à l'exploitant de faire procéder au plus vite à la vérification du caractère IP 55 de ses installations électriques et de veiller à présenter à l'organisme de contrôle les documents nécessaires à l'exercice de sa mission, dont la classification des zones à risque d'explosion.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021

Thème(s) : Risques accidentels, Réduction du risque

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

« ... Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés, en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).

La surface utile du dispositif de désenfumage est au moins égale à 1/300 de la surface au sol de la distillerie. Chaque exutoire ne peut être inférieur à 1 m² (non comprises les surfaces fusibles). »

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection, le 19 octobre 2022, aucun exutoire n'était en place. Pour autant, l'exploitant a présenté une facture, datée du 7 février 2022, relative à la création de deux exutoires sur la distillerie. Il a ensuite, par courriel du 14 novembre 2022, transmis un ensemble de photos justifiant leur mise en place effective.

Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, la présence des exutoires a été constatée.

L'exploitant a présenté le rapport de vérification annuel des exutoires de fumées. Daté du 30 août 2023, il ne mentionne pas d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installation de refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 3.1.1 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des prélèvements d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

« Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée.

Ce dispositif est relevé durant la campagne de distillation une fois par semaine et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau susceptible d'être polluée.

... la réfrigération des machines en circuit ouvert est interdite pour les distilleries ayant une capacité totale d'alambics au débordement supérieure à 10 m³... »

Constats :

En 2013, il avait été relevé que la réfrigération des machines s'effectuait en circuit ouvert. L'exploitant avait alors indiqué, par courriel du 15 juillet 2013, maintenir son installation en l'état car il consommait un volume d'eau inférieur au seuil de la réglementation (une capacité totale au débordement inférieure à 100 hl correspond au maximum à 3 alambics de 25 hl de charge). Si lors des deux précédentes visites d'inspection, l'exploitant a pu annoncer son intention de passer en circuit fermé à compter de la campagne de distillation 2023/2024. Ce n'est pas encore le cas. L'exploitant précise que ce projet reste à l'étude et pourrait être effectif pour la prochaine campagne.

Il a en revanche mis en place un compteur d'eau afin de relever une fois par semaine la quantité d'eau prélevée, ainsi qu'un disconnecteur, comme il s'y était engagé par courriel du 18 novembre 2022. Un cahier des consommations est placé à proximité du compteur ; il est renseigné toutes les semaines. L'exploitant indique consommer en moyenne 2 500 m³ par an pour son activité de distillation.

Le disconnecteur mis en place est référencé BA2860. Sa notice technique précise qu'il est destiné à la protection des réseaux d'eau potable contre les retours de fluides pollués ne présentant cependant pas de risques microbiologiques permanents pour la santé humaine, dans les limites définies par l'autorité sanitaire.

→ Il est demandé à l'exploitant de veiller à mettre en place un contrôle périodique de cet équipement.

L'exploitant indique par ailleurs que l'eau utilisée pour le lavage des cuiviers n'est pas décomptée ;

seule l'eau adoucie servant à la distillerie est décomptée.

Une certaine complexité du réseau eau est notée, avec la présence de by-pass permettant de contourner le disconnecteur. Par courriel du 12 décembre 2023, l'exploitant adresse une photo du réseau modifié pour en retirer le by-pass.

→ Il est demandé à l'exploitant d'intégrer au suivi de l'eau prélevée la consommation de toutes les installations associées à la distillerie, y compris donc les eaux de lavage.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Gaz à effet de serre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions de gaz à effet de serre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

« Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène. »

Constats :

Le dispositif de réfrigération du circuit de refroidissement de la distillerie reposait historiquement sur l'utilisation de fluide R22, contenu dans 3 anciens tanks à lait pour une contenance respective de 3,5 kg, 4,5 kg et 5 kg. Lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, il a été rappelé à l'exploitant que le R22 (fluide de la famille des HCFC) est interdit de commercialisation : la recharge est donc impossible en cas de fuite. Il a donc été vivement conseillé de trouver un fluide de substitution dès que possible, en précisant que le fluide R22 devra alors être récupéré et traité par un opérateur agréé.

Par lettre du 15 décembre 2021, l'exploitant s'est engagé à faire remplacer le gaz R22 avant la campagne 2023/2024, engagement confirmé lors de la visite d'inspection du 19 octobre 2022. L'exploitant a d'ailleurs, par courriel du 28 novembre 2022 en réponse à la précédente visite d'inspection, précisé que le gaz réfrigérant R22 serait remplacé par le gaz homologué R453A au cours du mois de décembre.

Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport il est constaté qu'un des trois tanks a été retiré. Les deux tanks restant portent mention de vérification d'étanchéité mentionnant la présence de gaz R453A. L'exploitant indique que le changement de fluide a été fait en deux fois, en 2022 pour le tank associé à un circuit froid de 4,5 kg, en 2023 pour le tank associé à un circuit de 2,5 kg. Il présente une facture de la société Agroclim en date du 10 novembre 2023

correspondant à la finalisation de cette opération. Il est constaté que l'une des deux étiquettes apposées sur les circuits est illisible.

→ **L'inspection demande à l'exploitant de veiller au caractère lisible des étiquettes mentionnant le fluide frigorigène.**

L'exploitant n'était par ailleurs pas en mesure de justifier de l'évacuation en filière autorisée du fluide R22 retiré. S'agissant d'un déchet dangereux, son évacuation aurait dû faire l'objet d'un bordereau de suivi des déchets dangereux dans le registre national des déchets, conformément aux dispositions du décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments.

→ **L'inspection demande à l'exploitant de justifier, dans un délai n'excédant pas 2 mois, la bonne élimination des 13 kg de fluide R22 retirés des circuits de refroidissement en 2022 et 2023 en produisant les bordereaux de suivi des déchets dangereux dûment renseignés.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Moyen en eau d'incendie sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.3 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

« La distillerie est pourvue d'un point d'eau public ou privé permettant de disposer d'eau moins 120 m³ en 2 heures.

S'il s'agit d'un poteau d'incendie, celui-ci doit être conforme aux normes en vigueur sur sa composition, ses caractéristiques hydrauliques et son installation.

L'emplacement du point d'eau doit être :

- distant de moins de 200 m de la distillerie par les voies carrossables,
- facilement accessible en permanence,
- situé à 5 m au plus du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Le volume, la répartition, l'aménagement et l'équipement de ces moyens en eau doit faire l'objet d'un accord formel du SDIS. »

Constats :

En 2013, considérant l'absence de poteau incendie dans le hameau, il a été demandé à l'exploitant de vérifier auprès du SDIS que les moyens en eau assurés par la piscine sont suffisants (au moins 120 m³ en 2 heures).

Par courriel du 15 juillet 2013, l'exploitant a indiqué que le SDIS a confirmé que la défense incendie de la distillerie pouvait être assurée par une piscine. Il avait précisé que l'aménagement de l'accès [permettant l'approche des véhicules de secours à moins de 5 m du bord] et l'essai de pompage par les pompiers de Rouillac seraient réalisés avant le 1er novembre 2013.

Lors de la visite d'inspection du 20 janvier 2021, il a été observé que le dispositif évoqué était en fait une piscine privée. Elle ne constitue ni un bien public, ni un bien propriété de la cuma de distillation de Fougears. Sa disponibilité permanente en toute circonstance n'est pas assurée. L'exploitant a alors été invité à se doter de moyens en propre, à défaut de disposer d'un point d'eau public à moins de 200 m.

Considérant en outre qu'aucun accès permettant l'approche des véhicules de secours n'avait été aménagé, et qu'aucun essai de pompage n'avait été réalisé, l'inspection a demandé à l'exploitant de prendre l'attache du SDIS afin de vérifier, tant qu'il ne s'est pas doté de moyens en propre, si cette ressource répond toujours à leur besoin, et, dans l'affirmative, d'engager les travaux associés pour garantir le caractère opérationnel de ce dispositif avant la prochaine campagne de distillation. À défaut, l'exploitant était appelé à se doter sans délai d'une réserve incendie de 120 m³ sur l'implantation de laquelle l'accord formel du SDIS devait être recueilli préalablement.

Lors de la visite d'inspection du 19 octobre 2022, l'exploitant a produit un compte rendu du SDIS daté du 2 octobre 2013, attestant d'une vérification de la ressource en eau du site, et indiquant n'avoir relevé aucune anomalie. Nonobstant le courrier du 2 octobre 2013, l'inspection a de nouveau invité l'exploitant à reprendre l'attache du SDIS afin de vérifier, tant qu'il ne s'est pas doté de moyens en propre, si cette ressource répond toujours au besoin des pompiers de façon à pouvoir, dans la négative, intégrer aux travaux de création du chai de distillation la création d'une réserve incendie de 120 m³ en bonne et due forme, sur l'implantation de laquelle l'accord formel du SDIS devra être recueilli préalablement. Par courriel du 18 novembre 2022 en réponse, l'exploitant a indiqué prévoir de contacter le SDIS à compter du 24 novembre 2022 pour faire le point sur les moyens en eau requis pour la distillerie ainsi que pour le futur chai de distillation.

Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant indique que le SDIS lui a confirmé le caractère inapproprié de la piscine et la nécessité de se doter d'une réserve d'eau ad hoc.

→ L'inspection demande donc à l'exploitant de la mettre en place dans un délai n'excédant pas trois mois. A défaut, une mise en demeure pourra être proposée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6.5.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

« Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

Constats : Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport l'exploitant présente le rapport de vérification des extincteurs. En date du 30 août 2023, celui-ci porte sur 6 extincteurs et ne signale pas d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 3.2.2 de l'annexe, dans sa rédaction résultant de l'arrêté préfectoral du 16/03/2021
Thème(s) : Autre, Connaissance des installations - maîtrise des écoulements
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : « Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. »
Constats : A l'occasion des précédentes visites d'inspection, ce point était en écart. Il a donc de nouveau été demandé à l'exploitant de produire le schéma des réseaux. Il a transmis, par courriel du 4 décembre 2023, un schéma. La pertinence de celui-ci pourra être examinée sur le terrain à l'occasion d'une prochaine visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rejet aqueux au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Impact sur le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : « ... La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C (cette prescription ne s'applique pas aux rejets dans les DOM) et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 ou 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline... »
Constats : A l'occasion de précédentes visites d'inspection, il a été constaté que les eaux chaudes, en sortie de pipe de distillation, rejoignent une fosse septique, sans autre forme de traitement. Elles sont donc rejetées au milieu naturel sans être refroidies. Il a alors été rappelé à l'exploitant qu'il doit prendre toutes dispositions utiles pour respecter les valeurs limites de rejet des eaux résiduaires, et ne pas rejeter d'eaux chaudes au milieu naturel.

Par courriel du 18 novembre 2022, l'exploitant a indiqué que la société Np eaux interviendra pour faire des mesures de températures de rejet dans l'eau ainsi qu'une analyse qualitative dans les quinze jours.

Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant présente un résultat d'analyses effectuées par le laboratoire Ianesco, sur prélèvement de la société Np eaux. Le pH mesuré est de 8,1. Il est par contre noté l'absence de mention de la température du prélèvement. Le laboratoire Ianesco signale par ailleurs un délai trop important entre la date du prélèvement (6 décembre 2022) et la date de réception pour analyse de l'échantillon (20 décembre 2022), précisant que cela peut nuire à la qualité des résultats obtenus pour certains paramètres.

→ L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place, dès réception du présent rapport, un suivi régulier (a minima hebdomadaire, en période de distillation) de la température des effluents rejetés.

Il est également demandé de communiquer le rapport d'analyse de la qualité des effluents rejetés effectuée au titre de l'année 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 14 : Émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 63

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution du milieu naturel

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

« I. - Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de 24 heures...

DCO (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 300mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 300mg/l
Matières en suspension	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 100mg/l
DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 100mg/l
Azote global	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 30mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 30mg/l

Phosphore total	<ul style="list-style-type: none"> - Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 10mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 10mg/l
Cuivre et composés (en Cu) (pour les installations disposant d'équipements en cuivre)	<ul style="list-style-type: none"> - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel-
Zinc et composés (en Zn)	<ul style="list-style-type: none"> - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel
Autre substance dangereuse visée à l'article 42-4	<ul style="list-style-type: none"> - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 42-4	<ul style="list-style-type: none"> - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel

»

Constats :

L'exploitant ne contrôlait pas les effluents aqueux qu'il rejette au milieu naturel par l'intermédiaire d'une fosse septique. Il lui avait alors été demandé, à l'issue des précédentes visites d'inspections, de mettre en œuvre le programme de surveillance des effluents aqueux détaillés par l'arrêté ministériel et d'en transmettre les résultats.

Si, par courriel du 18 novembre 2022, l'exploitant a indiqué que la société Np eaux interviendra pour faire des mesures de températures de rejet dans l'eau ainsi qu'une analyse qualitative dans les quinze jours, il n'a procédé à aucune transmission des résultats à l'inspection.

Le résultat d'analyses présenté lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, établi par Ianesco le 3 janvier 2023 sur la base d'un échantillon prélevé le 6 décembre et reçu le 20 décembre (cf. fiche de constat précédente), se limite aux paramètres pH, DCO, MES et indice Hydrocarbures. Il est donc incomplet. Il met néanmoins en évidence l'obligation de procéder à une analyse au moins mensuelle des effluents.

→ L'inspection demande donc à l'exploitant de compléter la liste des paramètres analysés pour se conformer strictement aux dispositions qui lui sont opposables, et de veiller à ce que ses rejets soient bien analysés une fois par mois lorsque l'installation de distillation fonctionne. À défaut, une mise en demeure pourra être proposée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites